



Entre éthique des affaires et technologie de pointe, l'industrie fiduciaire n'a pas le droit au faux pas

Fiche pratique publié le 19/12/2022, vu 1459 fois, Auteur : [Mon Droit & Mes Libertés](#)

Les billets de banque sont des trésors de technologies qui n'admettent aucun défaut.

Les billets de banque sont des trésors de technologies qui n'admettent aucun défaut. Pour s'assurer que les secrets de leur fabrication restent bien gardés et qu'aucune affaire ne vienne troubler ce secteur sensible, les acteurs de l'industrie fiduciaire ont mis en place, ces dernières années, des normes antifraude et anticorruption de plus en plus strictes.

Les premiers billets de banque modernes sont apparus en France en 1800. Pourtant, à bien des égards, l'industrie fiduciaire contemporaine ressemble bien à une véritable industrie de pointe : encres innovantes, puces RFID, matériaux de plus en plus résistants... Loin d'être simplement du papier, les billets de banque doivent aujourd'hui garantir un très haut niveau de sécurité pour déjouer le travail des faux-monnayeurs.

Derrière les banques centrales du monde entier, qui émettent et certifient les espèces, se cache une petite poignée d'acteurs spécialisés dans la fabrication de ces billets de banque hi-tech. Ces derniers ont la difficile mission de créer des produits impossibles à falsifier ou à contrefaire.

Les billets de banque, un trésor de technologies

Les billets de banque émis en 2022 n'ont plus grand-chose à voir avec la monnaie en circulation il y a ne serait-ce que vingt ans en arrière. Dans un univers où le gendarme doit toujours avoir une longueur d'avance sur le voleur, les acteurs de l'industrie fiduciaire redoublent d'inventivité pour proposer des produits toujours plus innovants.

La première composante sur laquelle travaillent les industriels du secteur est le matériau papier en lui-même. Une fois mis sur le marché, les billets circulent effectivement des milliers de fois de main en main, ils sont tordus, écrasés, sujets aux intempéries et aux salissures... Pour améliorer leur robustesse, les fabricants de billets utilisent donc majoritairement de la fibre de coton, beaucoup plus résistante que la fibre de cellulose, qui sert à la production du papier standard. Le polymère est aussi utilisé pour réduire les risques de déchirure et de froissement selon les promoteurs de ce matériau qui s'apparente à du plastique.

Mais c'est surtout sur la sécurité que les industriels font preuve de la plus grande inventivité. [De nombreuses technologies](#) sont ainsi mises en œuvre pour éviter les contrefaçons et permettre la distinction immédiate entre un vrai et un faux billet : toucher du billet unique et immédiatement reconnaissable, fil de sécurité apparaissant par transparence, hologramme portrait et nombre émeraude se révélant et changeant de couleur lorsqu'on incline le billet...

D'autres signes de sécurité plus subtils sont également intégrés dans le papier, comme des micro-lettres qui peuvent être lues à l'aide d'une loupe, ou encore des images polychromatiques se révélant uniquement grâce à la lumière UV. Certains industriels ont même décidé d'insérer des [puces RFID microscopiques](#) dans les billets de banque, permettant de traquer à tout instant les coupures d'espèces. Comme l'explique [Thomas Savare, le PDG d'Oberthur Fiduciaire](#), un des acteurs majeurs de l'impression fiduciaire, « *On ne travaille pas uniquement la surface et la texture du billet : le travail est également en profondeur, sur la matière.* »

Pour les fabricants de billets et pour les banques centrales, tout l'enjeu est donc de conserver à tout prix le secret de fabrication de ces signes de sécurité de plus en plus innovants. En effet, sans connaître exactement leur processus de production, ces technologies restent particulièrement difficiles à reproduire. D'autant que les banques centrales renouvellent régulièrement leurs billets de banque et sont en recherche constante d'innovations pour renforcer la sécurité de ceux-ci.

Pour ce secteur unique et particulièrement sensible, la lutte contre la fraude et contre les faux-monnayeurs est également accompagnée d'une politique rigoureuse de lutte contre la corruption.

L'industrie fiduciaire s'impose des normes anticorruptions de plus en plus strictes

L'industrie des billets de banque n'est pas une industrie comme les autres : le secret et la sécurité sont au cœur de son mode de fonctionnement. Pour ce secteur hautement sensible, la corruption peut prendre plusieurs formes et entraîner des conséquences désastreuses, comme la disparition de billets de banque à peine imprimés ou encore le détournement frauduleux d'une partie de la chaîne de production.

Mener une politique anticorruption forte est d'autant plus important que plusieurs scandales d'ampleur ont éclaboussé la profession ces dernières années. On peut notamment évoquer la filiale d'impression fiduciaire de la Banque centrale autrichienne, OeBS, qui a été impliquée dans [une affaire de corruption en Syrie et en Azerbaïdjan](#). Crane Currency, géant américain de l'impression de monnaie papier, a également été mis en cause dans [la disparition de 16 milliards de dollars libériens](#), en 2016. L'entreprise n'a néanmoins pas fait l'objet de poursuite de la part des autorités libériennes.

La lutte anticorruption et l'éthique des affaires font donc partie intégrante de la stratégie et du fonctionnement des acteurs du secteur. En la matière, deux systèmes de lutte anticorruption coexistent : la norme anticorruption ISO 37001 et la Banknote Ethics Initiative (BnEI).

La [BnEI](#) s'est donnée pour mission d'établir un cadre commun à tous les acteurs de l'industrie fiduciaire ainsi que des outils et des méthodes de travail visant à lutter contre la corruption. L'initiative regroupe : Crane Currency, De La Rue, Koenig & Bauer, la Canadian Bank Note Company... Des producteurs d'encres de sécurité font également partie de l'initiative, à l'image de Gleitsmann Security Inks ou encore de Luminescence Sun Chemical Security. Les normes établies par la BnEI sont donc le fruit du travail commun des industriels du secteur, c'est pourquoi la BnEI peut être considérée comme une auto-certification.

Parallèlement, certains acteurs de l'impression de sécurité ont adopté [la norme anticorruption ISO 37001](#) « Systèmes de management anticorruption ». Cette norme indépendante, établie par l'Organisation internationale de normalisation, établit des procédures et des critères à respecter pour les entités qui souhaitent en obtenir l'agrément.

Parmi ceux-ci, on retrouve par exemple l'instauration de procédures comptables visant à lutter contre la corruption, l'établissement d'une cartographie des risques ou encore des formations internes de sensibilisation à la lutte contre la fraude. L'agrément est décerné à la suite d'une première visite initiale, mais plusieurs contrôles réguliers sont également effectués dans la durée par des organismes certificateurs indépendants pour s'assurer que les critères et les procédures restent respectés sur le long terme.

Du fait de la difficulté d'obtenir cette certification ISO, seule une poignée d'entreprises de l'impression fiduciaire a pour l'heure décidé de sauter le pas. C'est le cas de l'entreprise française Oberthur Fiduciaire, qui a fait partie des premières entreprises au monde — tous secteurs confondus — à obtenir l'agrément. « *Nous pensons qu'il est essentiel d'adopter des normes internationales établies par des tiers de confiance* », [explique Thomas Savare](#). « *À cet égard, les normes ISO que nous avons mises en place sont, à mon avis, des arguments bien plus pertinents que toutes les déclarations que nous pourrions faire* ». Même raisonnement du côté du [producteur suisse d'encre de sécurité SICPA](#), qui, tout en continuant à faire partie de la BnEI, a souhaité obtenir son agrément ISO 37001 il y a plusieurs années.

Pour ces acteurs de la chaîne de production de la monnaie papier, l'obtention de cette certification constitue une réponse forte aux attentes des banques centrales du monde entier, dont certaines ont d'ailleurs elles-mêmes choisi de se conformer à la norme ISO 37001. C'est le cas de la [Banque centrale marocaine](#) ainsi que de la [Banque centrale chypriote](#), cette dernière ayant choisi une certification indépendante pour rétablir la confiance du public et des parties prenantes à la suite de la crise financière qui a frappé l'île en 2013.

Les acteurs de l'impression de sécurité dans leur ensemble vont effectivement devoir se montrer à la hauteur des exigences de leurs clients en matière de lutte contre la corruption, d'autant que ceux-ci ont également commencé à adopter des normes de plus en plus strictes. Tout en continuant à innover pour proposer des produits impossibles à contrefaire, les industriels de l'impression de sécurité devront donc aussi travailler sans relâche pour conserver (voire regagner) la confiance des banques centrales du monde entier. Il en va de leur avenir.